



## Budget de l'ESR après les annonces de S. Lecornu : enfumage !

Le Premier ministre Sébastien Lecornu s'apprête à passer en force sur le budget 2026. Dans son discours il a présenté quelques mesures qui tentent d'amadouer une opposition archi majoritaire à ce budget, que ce soit à l'Assemblée nationale ou dans la population.

Concernant l'enseignement supérieur et la recherche, en réalité les paramètres essentiels n'ont pas évolué :

### ► Un budget pour les étudiants en réalité à la baisse.

Le « repas à 1 euro » dans les CROUS pour tous les étudiants est un trompe l'œil. FO ESR est naturellement favorable à des œuvres universitaires et sociales (bourses, repas, logement) les plus favorables possibles pour les étudiants. Mais sa mise en œuvre ne prévoit aucune compensation pour les CROUS : ni recrutement massif de personnels, ni investissements matériels, financiers et bâti mentaires. Dans ces conditions, cette mesure risque de mettre gravement en danger les CROUS et leurs personnels. D'ailleurs, les 100 millions d'euros nécessaires pour cette mesure ne sont toujours pas budgétés.

Et cette mesure, partielle car mise en œuvre seulement à partir de mai, ne saurait de toute façon occulter :

- la baisse confirmée du programme budgétaire « vie étudiante » (programme n° 231) ;
- la stagnation des bourses étudiantes sur critères sociaux.
- les nombreuses augmentations des droits d'inscription dans des établissements pour les étudiants étrangers hors UE mais aussi pour les étudiants en écoles d'ingénieurs publiques, qui programment une généralisation de l'augmentation des droits d'inscription pour tous ;

### ► Un budget « enseignement supérieur et recherche » suivant une logique de privatisation.

- Diminution des budgets et des libertés académiques au travers de la poursuite des COMP (contrats d'objectifs, de moyens et de performance), visant à développer un financement par projets et contrats aussi bien en enseignement qu'en recherche afin de justifier de ne pas allouer les budgets nécessaires aux établissements.
- Augmentation maintenue des reports de charges sur les établissements : CAS pensions, PSC...
- Amplification du soutien aux établissements privés : des crédits débloqués pour les établissements d'enseignement supérieur privés dits d'« intérêt général », un projet de loi dit de « régulation de l'enseignement supérieur privé » toujours à l'ordre du jour gouvernemental. Or ce projet prévoit d'élargir la reconnaissance par l'État de ces établissements, et partant de diriger vers eux un nombre croissant d'étudiants, avec les subventions d'État qui ne manqueront pas de suivre...

Et en parallèle, S. Lecornu annonce dans le même discours un nouvel « effort considérable » pour les armées ! On voit où sont les priorités réelles.

FO ESR réitere donc ses revendications :

- > Non au budget de guerre, non à l'embigadement de la jeunesse, à la militarisation de l'École !
- > Des moyens pour les CROUS, en termes de personnels (déblocage du plafond d'emplois), de constructions de nouveaux RU, de soutien à l'hébergement !
- > Les dotations budgétaires nécessaires à hauteur des besoins pour tous ! Retrait des COMP !
- > À École publique, fonds publics, aux établissements privés fonds privés !
- > Maintien de la quasi-gratuité de l'enseignement supérieur public, non à toute augmentation des droits d'inscription, quelles que soient les formations ou l'origine des étudiants !